

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Le revanchard
- 2) La primaire de...
- 3) Il a la trouille
- 4) Le Qatar et...
- 5) Une grosse tête !

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Sarkozy et les réfugiés: des propos délirants et choquants. Sa haine de Hollande le trahit



Stéphanie Chardy n'est plus adjointe au maire./Photo DDM

Remercions "Le Figaro" de nous montrer Nicolas Sarkozy tel qu'il est, c'est-à-dire arrogant, méprisant, voire insultant envers François Hollande, et surtout, surtout, convaincu que s'il était aux affaires, il résoudrait en un rien de temps cette crise des migrants que l'Europe peine depuis si longtemps à régler.

Sauf que Nicolas Sarkozy doit s'y faire, il n'est plus président de la République et il a de nombreux obstacles à franchir, à commencer par la victoire sur les rivaux de son propre camp, pour simplement espérer pouvoir candidater à nouveau en 2017.

Pour l'heure, Nicolas Sarkozy en est donc réduit à balancer ses insultes et ses anathèmes, et à projeter en l'air quelques poignées de bribes de solutions qui, à l'évidence, ne résisteraient pas à une étude approfondie.

Il refait le coup du "Hollande menteur"

D'abord, Nicolas Sarkozy nous fait une fois de plus le coup du "Hollande menteur" :

"François Hollande ment, dit-il au 'Figaro', quand il avance le chiffre de 24.000 réfugiés acceptés en France."

Et d'expliquer qu'ils seront beaucoup plus nombreux à venir nous envahir à cause de nos allocations familiales si avantageuses et qui n'ont pas d'équivalent dans toute l'Europe. Mais à l'évidence, c'est le président de "Les Républicains" qui raconte des boniments quand il ose évoquer la "désintégration inéluctable" de la société française sous les coups de boutoirs des réfugiés qui seraient prêts à tout pour pénétrer sur notre territoire.

"Puisque la France garde des allocations sociales supérieures à celles de ses partenaires de Schengen, martèle-t-il une fois de plus, les réfugiés qui rentrent dans les autres pays de Schengen finiront inéluctablement chez nous."

Comment ose-t-il faire ce genre de raccourci qui, évidemment, ne peut que nourrir les peurs alors qu'il ne repose sur rien de sérieux ?

Car prétendre que la France serait une terre d'élection pour les migrants de tous poils consiste à refuser d'admettre que l'immense majorité de ces désespérés qui fuient soit la guerre soit la misère ont d'abord pour objectif de s'installer en

Allemagne ou en Grande-Bretagne, et non dans notre pays pourtant si prétendument attractif avec son modèle social soi-disant favorable.

Ce n'est que de la poudre aux yeux

Nicolas Sarkozy, une fois encore, joue sur les fantasmes et les inquiétudes des Français et il n'a pas besoin de prononcer le mot "islam" pour que bon nombre de nos concitoyens inquiets, conditionnés par les discours de l'extrême droite et de la droite extrême (lui-même le relaie abondamment quand il stigmatise une communauté en prétendant défendre la laïcité) associe au terme de "migrant" ou de "réfugié" à celui de "musulman".

Nous y voilà, et tout le reste n'est que de l'habillage. Nicolas Sarkozy, qui prétend avoir réfléchi sur ce sujet, classe les migrants en trois catégories que nous ne lui contesterons pas (les réfugiés de guerre, les réfugiés politiques, les migrants économiques). Pourquoi pas, encore faut-il que l'Europe soit en mesure de faire le tri, ce que proposent Angela Merkel et François Hollande.

On n'insistera pas sur les solutions de Nicolas Sarkozy, qui consistent à mettre en place des centres de tri pour ces réfugiés en dehors des frontières de l'espace Schengen.

Il suffit de voir comment, par exemple, ont réagi les Bulgares sur les réseaux sociaux, exaspérés de constater que le patron de la droite ne leur demandait pas leur avis et que ce genre de propositions, quand on n'était pas au pouvoir, n'était rien d'autre que roulements de mécaniques et poudre aux yeux.

En concurrence avec Marine Le Pen

Les "solutions" de Nicolas Sarkozy sont irresponsables et fondées sur le seul désir de remporter le leadership à droite, face à des rivaux "raisonnables" comme Alain Juppé, ou des adversaires démagogues comme Marine Le Pen.

Ainsi, prétendre suspendre les accords de Schengen et rétablir les frontières n'est rien d'autre qu'une idée opportuniste, délirante et irréaliste, destinée à tenter de récupérer une partie des électeurs tentés par le vote Front national et à renvoyer Juppé dans le camp de la gauche.

De même, vouloir aujourd'hui supprimer l'Aide médicale d'État (AME) pour les étrangers et soumettre les aides sociales à des conditions drastiques (histoire de décourager les migrants économiques) est non seulement une vraie régression sociale, mais aussi en totale contradiction avec ce qu'il disait en 2012 (comme le fait remarquer "Le Figaro").

C'est la preuve que Nicolas Sarkozy, à qui les Français avaient reproché son extrême droitisation pendant la campagne sous l'influence de Patrick Buisson (au point de refuser de l'élire), a encore durci son positionnement, au point de flirter sur ce sujet, et quoi qu'il s'en défende, avec Marine Le Pen.

Ses "solutions" n'en sont pas

Nicolas Sarkozy a aussi envie de nous dire que s'il entend se montrer ferme avec les migrants, il n'est pas pour autant un homme politique inhumain, qui ne ressentirait rien devant cette multitude de drames individuels que vivent les réfugiés, par exemple devant la photo du petit Aylan.

Alors, il invente un "visa temporaire" pour les réfugiés de guerre qui, à ses yeux, auraient vocation à rentrer dans leur pays dès que la paix s'y réinstallerait. Mais là encore, chacun peut se rendre compte que c'est de la poudre aux yeux, destinée à faire avaler un accueil dont on ne peut prédire la durée.

Il suffit de voir le chaos qui depuis désormais des années, s'est installé en Irak, en Syrie ou en Libye, pour se rendre compte que les réfugiés de ces pays ne sont pas près de retourner chez eux, alors qu'ils ont absolument tout perdu, leur maison, leur travail, leurs amis, leurs familles, et finalement, tout espoir de reprendre leur vie d'avant.

Dès lors, les "solutions" de Nicolas Sarkozy ont autant de poids que celui qu'il pèse sur le destin de notre pays, lui que les Français ont rejeté dans l'opposition voici plus de trois ans.

Une "petite cuisine politique" abjecte

Et que dire de son côté "boutefeu", quand il estime que François Hollande devrait non seulement multiplier les frappes aériennes en Syrie contre Daesh, mais aussi envoyer des troupes au sol ?

Là encore, en creusant la question, "Le Figaro" nous apprend que ce ne sont là que coups de menton puisqu'en fait, de "troupes au sol", Nicolas Sarkozy évoque une poignée "d'experts" susceptibles de prendre les coordonnées GPS des cibles, le contraire de soldats d'infanterie, comme le laissait supposer ce genre d'annonces spectaculaires.

En réalité, on le voit une fois de plus, Nicolas Sarkozy fait sa petite cuisine politique à son usage exclusif.

Voilà qu'il exploite d'un côté une tragédie internationale sans précédent qui exigerait sang froid et compassion, et de l'autre, il récupère les peurs xénophobes d'une partie des Français et leur tentation du repli sur soi pour faire une sauce électoraliste assez infecte.

Un désir de revanche trop puissant

Personnellement, je n'en retiendrai que l'essentiel, à savoir cette bordée d'injures adressées à François Hollande, de quoi rhabiller ce dernier pour l'hiver : Nicolas Sarkozy l'accuse d'être "sans stratégie", "sans vision", "sans autorité", mais aussi "sans cap", "à la traîne" d'Angela Merkel, "menteur", "sans stratégie claire", "sans grande ambition politique méditerranéenne", "sans volonté".

C'est tout juste si le président de "Les Républicains" ne rajoute pas son fameux "eunuque" appliqué à François Fillon selon "Le Canard enchaîné", ou plutôt l'expression "couille molle" adressée à François Hollande et rapportée par l'hebdomadaire satirique. Nicolas Sarkozy, il est vrai, ne parle pas en "off".

Mais tous ceux qui, comme moi, auront lu son interview en tireront cette conclusion : il a beau vouloir se présenter comme un homme politique responsable, qui aurait des solutions face à la crise, il est toujours le même : arrogant, méprisant, insultant, voire haineux à l'égard de François Hollande.

Il se voulait grave et sérieux face au drame des migrants, mais c'est raté : son humiliation de 2012 et son irrépressible désir de revanche

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) 2017: le double piège de la primaire à gauche

Eric Dupin



Les candidats à la primaire PS après le dernier débat télévisé d'avant le premier tour, le 5 octobre 2011. REUTERS/Fred Dufour/Pool

S'il est probable que le chef de l'Etat et le PS s'assoient sur les statuts du parti qui prévoient une primaire pour 2017 pour ne pas affaiblir le président sortant, sauter cette case provoquera une possible multiplication des candidatures à gauche

Un assassinat politique se prépare, rue de Solferino, dans une parfaite indifférence. La belle idée de «primaires citoyennes» pour désigner le candidat socialiste à l'élection présidentielle, issue des cogitations fertiles de Terra Nova, s'apprête à être enterrée.

Jean-Christophe Cambadélis vient de l'avouer comme si c'était une évidence. En mai dernier, l'organisation d'une primaire à gauche demeurait «une possibilité» pour le premier secrétaire du PS. Celui-ci en parle désormais significativement au passé.

Cambadélis concède que la primaire aurait pu «offrir une solution de sortie à certains candidats de gauche et écologistes». Il n'en voit plus aujourd'hui l'intérêt dès lors que ceux-ci sont dans une «logique d'affirmation» et qu'une primaire «entre socialistes» ajouterait à la «fragmentation» politique tant redoutée.

S'asseoir sur les statuts

Curieuse argumentation: la primaire de 2011 s'était déjà jouée entre membres du PS si l'on fait abstraction de la candidature-caution du radical de gauche Jean-Michel Baylet (0,64% des voix). Les médias unanimes avaient alors salué le succès de cet exercice démocratique auquel participèrent près de trois millions d'électeurs.

Vérité en 2011, erreur en 2016? On répondra que l'existence d'un président sortant issu du PS, dont tout laisse penser qu'il prépare son hypothétique réélection, change radicalement la donne. A ce détail près que les statuts du PS n'ont prévu aucune dérogation de ce type à la règle de la primaire.

L'article 5.3.1 l'énonce très clairement: «Le candidat à la présidence de la République est désigné au travers de Primaires citoyennes ouvertes à l'ensemble des citoyens adhérant aux valeurs de la République et de la gauche et organisées par les formations politiques de gauche qui souhaitent y participer».

Un politologue imaginatif avance l'hypothèse qu'un socialiste revanchard –Arnaud Montebourg, par exemple– somme en justice le PS de respecter ses statuts. Si les magistrats se montraient aussi sévères à l'endroit du parti au pouvoir qu'ils l'ont été avec un Front national aux prises avec des contestations statutaires, l'affaire

se corserait effectivement.

Ce scénario reste néanmoins bien peu probable. Pour autant, les socialistes se trouvent aujourd'hui pris au piège doublement par le système de primaire qu'ils ont importé dans la vie politique française. Qu'ils s'y soumettent à nouveau ou qu'ils s'en dispensent, ils ont le choix entre deux mauvaises solutions.

La primaire affaiblissante

Imaginons que le président sortant soit populaire et que la gauche se retrouve pleinement dans ses faits et gestes. La primaire pourrait être un sacre démocratique et un précieux tremplin pour le candidat à sa propre succession.

Ce n'est pas exactement le cas de figure actuel. Très impopulaire, violemment rejeté par une large fraction de l'électorat de gauche, contesté dans les rangs mêmes de PS, François Hollande aurait beaucoup à perdre au jeu de la primaire. Un sondage cruel, publié en avril, ne lui accordait que 16% des suffrages potentiels et une piteuse troisième place derrière Manuel Valls et Martine Aubry.

Le chef de l'Etat a, semble-t-il, depuis un peu remonté la pente. Mais le mécontentement suscité par sa politique l'exposerait à une dangereuse contestation, même dans le cadre d'une primaire limitée aux rangs socialistes.

Le vice-président du groupe Habitat rêve toujours d'un destin présidentiel. En s'affichant récemment avec Yanis Varoufakis, Arnaud Montebourg montre qu'il reste aux aguets. La gauche du parti bouillonne. Marie-Noëlle Lienemann, qui estime que Hollande «disqualifie la gauche et la politique», serait prête à croiser le fer avec lui.

L'affaiblissement, en Europe, de la «gauche austéritaire» trouverait certainement, d'une manière ou d'une autre, son écho en France. La victoire spectaculaire de Jeremy Corbyn dans la primaire organisée par le parti travailliste anglais, qui clôt la période du New Labour, en est le dernier signe.

Le PASOK a presque disparu en Grèce et le PSOE est sérieusement concurrencé par Podemos en Espagne. Le PS français tient par la grâce de la division et du sectarisme de ses contestataires, mais sa fragilité serait à coup sûr révélée par une primaire donnant la parole à un «peuple de

de gauche» déboussolé par l'action gouvernementale.

La dispersion légitimée

Pour toutes ces raisons, il est hautement probable que l'Elysée, avec la complicité de la direction socialiste, s'assoira sur les statuts du parti et sautera la case primaire de la présidentielle.

Ce choix n'en entraînera pas moins de fâcheuses conséquences. Il sera vivement contesté à l'intérieur du parti et suscitera nombre de rancœurs voire de défections. Et, surtout, il légitimera les candidatures de gauche alternatives à celle du président sortant.

Il est impossible, au stade actuel, de dresser une liste de toutes celles et de tous ceux qui songent ici à une candidature à l'élection présidentielle. Cécile Duflot se sent visiblement habitée par une vocation de ce type. Jean-Luc Mélenchon pense qu'une nouvelle candidature sera, pour lui, de l'ordre du devoir. Pierre Laurent se demande si ce n'est pas lui qui devrait tenter de rassembler «la gauche de la gauche». Clémentine Autain, elle-même, etc.

La configuration de 2002, caractérisée par de multiples candidatures de gauche aux côtés (ou en face) de celle du PS, se profile ainsi à l'horizon. Lionel Jospin avait subi à l'époque la présence de pas moins de sept candidats de gauche ou d'extrême gauche. Il avait attribué à cette dispersion son élimination du second tour.

Les mêmes causes peuvent provoquer les mêmes effets. Cela sera même paradoxalement l'un des principaux arguments des dirigeants du PS pour tenter de rabattre l'électorat de gauche vers le président sortant. La multiplication des candidatures de gauche risque, en effet, de le faire apparaître comme le seul à même de représenter ce camp au second tour. A condition, toutefois, qu'il soit encore considéré par ces électeurs-là comme appartenant à la gauche.

Eric Dupin

III) Réfugiés : Valls a peur du Front national

Par Lénaïg Bredoux

Le débat à l'Assemblée sur les réfugiés s'est transformé en un échange terne et souvent sans intérêt. Mais avec, toujours, l'ombre du Front national. Manuel Valls a menacé de renforcer les contrôles aux frontières.

L'hémicycle s'est encore fait édredon. Mercredi, à l'initiative du gouvernement, un débat sur les réfugiés était organisé avec les députés. Le sujet bouleverse les consciences, soulève de vastes mouvements de solidarité, et suscite de fortes tensions politiques. Mais à l'Assemblée, la discussion s'est transformée en un échange terne. Avec, toujours, l'ombre du Front national.

C'était frappant dans le discours du premier ministre Manuel Valls. Pour l'essentiel, il a repris le discours de François Hollande, tenu lors de sa conférence de presse de rentrée la semaine dernière. Mais il a surtout tenu à s'adresser autant à la droite et aux Français « inquiets » qu'à sa gauche en reprenant son diptyque favori humanité et fermeté. « Nous devons agir en suivant des principes : humanité, solidarité, mais aussi sérieux et maîtrise », a dit Valls, utilisant cinq fois le mot « lucidité », et sept fois celui de « fermeté ». « Il faut du cœur, bien sûr, mais un cœur intelligent. Un cœur ferme. Un cœur lucide », a insisté le premier ministre.



Manuel Valls lors de son discours à l'Assemblée mercredi © Capture d'écran LCP

Ce discours veut ainsi que si la France doit respecter ses « valeurs » (mais aussi le droit et ses engagements internationaux), et donc assurer le droit d'asile, il n'est pas question d'ouvrir grand ses portes. Et pour une raison essentielle : les Français sont « inquiets », sous-entendu tentés par

le Front national. « Certains nous disent, il faut tout fermer. Dire cela, c'est fermer les yeux sur les réfugiés qui meurent à nos portes. D'autres disent, à l'inverse, il faut tout ouvrir. Dire cela, c'est fermer les yeux sur les difficultés de la société française... », estime Valls. « Il y a chez nos compatriotes un malaise, une inquiétude, un sentiment de désordre », a-t-il insisté.

À écouter le premier ministre, la situation est en effet dramatique. Comme le président de la République le fait régulièrement depuis les attentats de Paris en janvier dernier, le discours de Manuel Valls est parfois anxiogène : « Le moment que nous vivons est empli de gravité : crise des migrants, défi climatique, menace terroriste. Dans ce monde instable, nos nations peuvent courir le risque de basculer. Aussi, plus que jamais, la responsabilité de ce gouvernement, c'est de tenir bon, d'envoyer, au monde mais aussi aux Français, ce message de constance et de maîtrise. »

Résultat, au-delà du rappel de l'engagement d'accueillir 24 000 réfugiés en deux ans, le premier ministre a surtout insisté sur les mesures de contrôle de l'immigration : il a revendiqué le renvoi dans leur pays d'origine des migrants dits économiques et rappelé que la France avait renforcé ses contrôles aux frontières (voir notre reportage à Vintimille). Manuel Valls a indiqué à deux reprises qu'elle pourrait le refaire prochainement, fermant ainsi un des principaux angles d'attaque de la droite. « Nous avons déjà rétabli ce printemps des contrôles temporaires à cette frontière. Et nous n'hésiterons pas à le faire de nouveau comme les règles de Schengen le permettent à chaque fois que les circonstances l'imposent, notamment dès les prochains jours ou prochaines semaines », a-t-il affirmé. Il a également annoncé 900 postes en plus pour la police aux frontières (ce qui revient à enlever autant d'effectifs dans les autres services du ministère de l'intérieur).

Pour le reste, la droite, quasiment absente de l'hémicycle, a insisté sur le « filtrage » des migrants et la nécessité de refonder Schengen – mais sans plus de détails tant LR (ex-UMP) est divisé (lire notre article). C'est d'ailleurs en l'absence d'Alain Juppé, de François Fillon et de Bruno Le Maire – ses principaux adversaires à la primaire de 2016 – que Nicolas Sarkozy a présenté plus tôt dans la journée un projet sur l'immigration, à l'occasion d'une « journée de travail » organisée rue de Vaugirard, au siège du

parti.

Soulignant « les racines chrétiennes de la France », le patron de l'opposition, toujours hostile aux quotas, a répété les propositions "à droite toute" qu'il décline depuis plusieurs semaines : « l'activation d'un statut temporaire de réfugié de guerre », la « refondation » de Schengen, la suppression de l'aide médicale d'État (AME) accordée aux étrangers en situation irrégulière, la réduction des conditions du regroupement familial... « Penser que l'immigration pourrait augmenter, c'est prendre un risque de déflagration de la société française », a-t-il prévenu.

L'après-midi, dans l'hémicycle, le centre était entre les deux positions. Et le reste de la gauche un peu plus à gauche. Chacun exposant sa position, sous la forme d'un petit exposé souvent ennuyeux, sans qu'un véritable débat ne s'enclenche.

Les questions pourtant ne manquent pas : comment distinguer un réfugié d'un « migrant économique » ? La différence a-t-elle encore une pertinence ? La France doit-elle ouvrir de nouvelles places d'hébergement ? Créer des centres d'accueil permanents ? 24 000 personnes à accueillir en deux ans, cela suffit ? Que faire de Schengen (au-delà de postures absurdes) ? La liste est encore longue. Mais à l'Assemblée, ce ne fut que banalités. C'est souvent le cas quand il s'agit de débat sans vote – par exemple sur les questions internationales – ou des échanges sur les interventions militaires. Et ce n'est pas à la gloire de la représentation nationale.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Florian Philippot visé par une plainte du Qatar pour diffamation



La ministre de la Justice Christiane Taubira a transmis au Parlement européen une requête du procureur général près la cour d'appel de Versailles pour obtenir la levée de l'immunité du parlementaire frontiste - SIPA

La cour d'appel de Versailles a demandé début septembre au Parlement européen la levée de l'immunité parlementaire du vice-président du Front national. Il fait l'objet d'une plainte du Qatar pour diffamation.

La cour d'appel de Versailles a demandé début septembre au Parlement européen la levée de l'immunité parlementaire de Florian Philippot, visé par une plainte du Qatar pour diffamation. La ministre de la Justice Christiane Taubira a transmis le 2 septembre au Parlement européen, via un courrier, une requête du procureur général près la cour d'appel de Versailles pour obtenir la levée de l'immunité du parlementaire frontiste, selon ce courrier consulté par l'AFP.

Sur les réseaux sociaux, le vice-président a confirmé les faits. "La justice vient de demander la levée de mon immunité: les eurodéputés RPS vont-ils choisir la liberté d'expression ou la dictature Qatar?" avait tweeté l'intéressé hier. Dans un second post effectué ce jeudi, il qualifie la garde des Sceaux, de "bonne assistante de l'émir du Qatar".



Florian Philippot @f_philippot
C.Taubira en bonne assistante de l'émir du Qatar signe la demande de levée d'immunité. Est-elle Charlie ou Dictature?
11:23 - 17 Sept 2015



Diffamation

Le Qatar avait déposé plainte auprès du Tribunal de grande instance de Nanterre, le 2 avril dernier, pour diffamation. ceci, après des déclarations du vice-président du FN aux médias français Radio Classique et LCI au surlendemain de l'attaque qui a décimé Charlie Hebdo. Florian Philippot, faisant valoir son immunité d'eurodéputé, ne s'était pas rendu à une convocation judiciaire relative à cette plainte.

La demande de sa levée d'immunité pourrait déboucher sur mise en examen du dirigeant frontiste -c'est systématique en cas de plainte avec constitution de partie civile pour diffamation. Martin Schulz, le président du Parlement européen, a indiqué mercredi dans une brève intervention devant les eurodéputés à Bruxelles avoir reçu cette demande "dans le cadre d'une information judiciaire".

Cette demande va ensuite être transmise à la commission des Affaires juridiques du Parlement, qui va l'étudier. LE vice-président du FN pourra lui aussi s'expliquer et "présenter des documents ou d'autres preuves écrites utiles", indique-t-on. La commission adoptera ensuite un document recommandant que le Parlement dans son ensemble approuve ou rejette la demande, c'est-à-dire lève ou maintienne l'immunité du député concerné. Le vote du Parlement se fera à la majorité simple. Une procédure qui peut prendre

"quelques mois", indique-t-on au Parlement.

lesechos.fr

Au moins 450.000 retraités cumulent leur pension avec une activité professionnelle



La tendance reste à la poursuite d'une activité dans la même branche, voire la même entreprise. Crédits photo : MYCHELE DANIAU/AFP

Depuis 2009, avec la simplification du dispositif, le nombre de personnes ayant une activité professionnelle en étant à la retraite a grimpé de moitié.

Une véritable envolée depuis 2009: selon les chiffres de l'Insee, 452.000 personnes cumulaient emploi et retraite pour l'année 2013, la dernière où des données sont disponibles. Un véritable bond en quelques années, encouragé notamment par l'article 88 de la loi de financement de la Sécurité sociale de 2009 visant à développer le dispositif et ouvrant la possibilité du cumul à tous les retraités ayant réuni les conditions d'une retraite à taux plein et ayant liquidé ses droits.

Dynamique à la hausse

L'estimation de l'Insee se base sur les chiffres fournis par un document de travail du Conseil d'orientation des retraites (COR) qui, pour 2013, estime que 350.000 retraités cumulaient leur pension avec un revenu issu d'une activité cotisant à leur régime, un chiffre en hausse de 4,4% pour l'année en question. A cela s'ajoute 53.800 personnes dépendantes du RSI commerçants (+11%) et 20.600 pour le RSI artisans (+10,8%). Ce qui fait donc environ 405.000 personnes selon les chiffres de la COR. Mais l'Insee rajoute ensuite à ce chiffre les 47.000 personnes qui exercent, en étant retraités, une activité professionnelle qui n'a pas de lien avec leur secteur d'origine. «Cela peut paraître un chiffre

important, mais si on l'on enlève les cadres qui s'installent comme consultants, et cotisent donc chez les indépendants, je trouve ce chiffre finalement assez faible. En fait, la tendance est vraiment à la poursuite de son activité en tant que salarié, parfois dans la même entreprise. Cela confirme l'importance du travail comme réseau social, et cela permet aux entreprises de garder des compétences à moindre frais car 75% des cumulards exercent à temps partiel», analyse Philippe Crevel économiste et secrétaire général du Cercle de l'Épargne. Qui confirme au passage que les entreprises qui ne sont pas les seules gagnantes des cumuls emploi retraite: «Suite à la loi sur les retraites de François Hollande, depuis le 1er janvier 2015, les cotisations sociales que paient ces salariés ne leur ouvre plus de droits pour compléter leur pension. C'est évidemment une très bonne affaire pour les caisses de retraite».

Une réalité hétérogène

Derrière ces données générales reste cependant une grande diversité des situations. Primo, au niveau des catégories socioprofessionnelles concernées avec une surreprésentation des cadres et des professions intermédiaires. Une situation logique selon l'Insee qui explique ce chiffre par un faible taux de remplacement retraite salaire chez les emplois les mieux rémunérés par rapport aux postes les moins qualifiés, mais également des compétences professionnelles qui peuvent encore intéresser les employeurs.

Autre forte disparité: la répartition géographique. Alors que la tendance est autour de 4% de retraités exerçant encore une activité déclarée, certaines régions, les plus dynamiques, se distinguent par des taux nettement plus élevés: l'Ile-de-France (18,9% des retraités selon les chiffres de la CNAV en 2014) ou Rhône-Alpes (10,5%) font la course en tête. A l'autre bout de l'échelle, dans les DOM-TOM, la pratique de l'emploi-retraite est quasiment inexistante (de 0,1% à 0,3%). Une imperméabilité qui s'explique par un contexte peu propice au cumul emploi retraite: le poids de l'administration qui représente jusqu'à 40% des emplois, le travail non déclaré, et le manque d'emplois qualifiés alors que le dispositifs concerne surtout des cadres supérieurs sont une barrière.

Malgré tout, il manque au chiffre avancé par l'Insee une donnée dont l'institut admet qu'elle

n'est pas disponible: le nombre d'anciens fonctionnaires cumulant une pension et un emploi. Pour Philippe Crevel, le chiffre est sans doute loin d'être anecdotique: «Entre les anciens militaires, les infirmières qui pouvaient partir prématurément à la retraite si elles avaient eu trois enfants et s'installaient en libéral, et les secteurs comme le transport qui bénéficient d'âge de départ avantageux, c'est sans doute loin d'être négligeable» explique l'économiste qui voit dans l'opacité autour de ce chiffre l'illustration d'un sujet «sensible».

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Cynthia Fleury, tête chercheuse

Aliocha Wald Lasowski



Article paru dans Marianne daté du 4 septembre



Face à l'érosion de la démocratie et à ses multiples conséquences néfastes, cette philosophe et psychanalyste lutte pour réinsuffler de la citoyenneté et une responsabilité individuelle qui "répare le monde".

C'est par une matinée ensoleillée que nous retrouvons, au café Le Rostand, à Paris, la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury. Derrière ses larges lunettes de soleil fumées se distingue son regard intense et déterminé. Longs cheveux châtain, sourire insouciant et allure de madone sortie d'un tableau du Quattrocento, ne vous fiez pas à sa nonchalance apparente, elle est un des intellectuels les plus acérés de sa génération. Mêlant interprétation du monde et participation, souvent courageuse, à ce que Hannah Arendt nommait « les affaires humaines ». Née en 1974 à Paris, elle soutient à 26 ans, en 2000, une thèse de doctorat sur l'imagination, centrale à ses yeux, car la puissance d'imaginer - cette faculté de création subjective - est une des voies privilégiées d'accès au réel. Mariée, mère d'un jeune enfant, à la fois professeur à l'Université américaine de Paris et enseignante à Sciences-Po, elle cumule les vies. Jingle avec trois emplois du temps plein à ras bord. Et travaille, livre après livre, animée d'un unique souci : redonner corps à l'idéal de la cité. Sans renoncer à défendre une théorie du sujet moderne, avec une même volonté et une même obstination, elle pense, écrit et intervient dans l'espace public

avec l'espoir de redonner souffle et vie au projet démocratique - avec une haute teneur en républicanisme.

Il y a dix ans déjà, en 2005, son livre *Les Pathologies de la démocratie* dénonçait le risque d'une érosion du contrat social et s'inquiétait de la perspective d'une destruction du sujet et de l'Etat de droit. Comment ne pas perdre la bataille de la démocratie si notre société n'est plus régénérée par ses troupes, si le lien entre l'individu et le collectif ne fonctionne plus ?

Devant le découragement des citoyens qui fuient dans les conduites d'abstention analysées par Albert O. Hirschman, devant l'abandon de l'espace social et solidaire, la philosophe s'est toujours efforcée de retrouver un espoir porteur de mobilisation et d'avenir. D'où sa *Fin du courage*, en 2010. « La durabilité de l'Etat de droit n'intéresse plus, se désolé-t-elle. Les citoyens ont le sentiment d'un monde commun disparu, d'un moi minime érodé. » Privatisation du monde et affaiblissement du moi : Cynthia Fleury sait que ces deux maux progressent de concert. Avec l'incessante extension du domaine du fanatisme,

du populisme ou du ressentiment, fruits du repli ou de l'autoconservation, la philosophe en est venue à poser la question de façon très lapidaire : « Qu'est-ce qui pourrait aider l'individu, lui redonner confiance, l'armer davantage ? »

C'est le fil directeur de son nouvel essai, les Irremplaçables. Au croisement de la politique et de la psychanalyse, face au danger de l'aigreur passive et du retrait civique, se pose la qualité du processus de subjectivation. Autrement dit, la formation à la citoyenneté : « Le souci de soi, vous savez, est un objet politique. La démocratie n'a de sens que si elle est revitalisée, refondée, repensée précisément par les intelligences que l'Etat de droit a lui-même accompagnées à faire exister. Aujourd'hui, c'est ce passage-là, un peu délaissé, qu'il faut réinventer. » Tel est l'enjeu de l'« irremplaçabilité » de l'individu. Un individu irremplaçable car doté d'une responsabilité, finalement assez exorbitante, pour le monde. « La démocratie, nous explique-t-elle, a souvent été étudiée comme le régime politique qui accompagne l'émergence de sujets libres. Il est important de comprendre comment l'individu peut, à son tour, œuvrer pour la durabilité démocratique. »

Cynthia Fleury mobilise sa culture livresque sans cuistrerie. C'est sa marque de fabrique. Sénèque, Mallarmé, Freud ou Foucault sont ses « compagnons », pour reprendre la célèbre formule d'Arendt, et c'est tant mieux. Et leurs pensées sont autant de frayages qui donnent aux citoyens que nous sommes tous les moyens de redevenir des sujets agissants.

Car elle en est convaincue : les politiques publiques ne peuvent pas agir isolément. L'implication personnelle où chacun se retrouve les manches, la capacité d'être soi pour se lier aux autres, « c'est le sens de la formule "Connais-toi toi-même", vérité de la démocratie », s'exclame-t-elle. Alors que la passion atomisée de l'individualisme et la prime aux intérêts privés offrent un désolant spectacle de soi, l'individuation, ajoute-t-elle, est toujours relationnelle : « Affaire de chemin propre, de singularisation et de solitude, mais aussi de responsabilité et d'interdépendance. Une conscience sublimée peut faire quelque chose. »
Les légitimités de demain

Le souci de soi et des autres prend aussi chez Cynthia Fleury la forme de l'expérience clinique et de l'écoute. Son activité de psychanalyste lui sert de baromètre, pour mesurer l'urgence d'offrir,

à des patients fragmentés et désœuvrés, les conditions d'émergence, d'émancipation et d'autonomisation d'un sujet libre. Face à elle ou étendus sur le divan, de jeunes patients viennent la consulter, angoissés par l'instabilité, l'insécurité de l'avenir. Le monde du travail se retrouve au cœur de l'analyse. « L'expérience du découragement est forte, précise-t-elle. Tous racontent le sentiment d'érosion. »

Admiratif de sa jeune collègue, le psychanalyste Jean-Pierre Winter, coauteur du récent Peut-on croire à l'amour ?, insiste sur ce point : « Par ses engagements intellectuels et concrets, Cynthia montre que, contrairement à une rumeur insistante, la psychanalyse ne démobilise pas politiquement. »

Engagée, donc, et d'une insatiable curiosité. Concernée aussi par le monde managérial et celui des entreprises, Cynthia Fleury est intervenue pendant sept ans au pôle Léonard-de-Vinci du quartier d'affaires de la Défense, elle a enseigné le lien entre le marketing, la communication et le développement durable. Car elle en est convaincue : notre implication dans le big data, les outils technologiques et l'innovation technique dévolue à la marchandisation peut produire de vrais changements dans l'innovation sociale et démocratique : « J'essaie de construire les légitimés de demain, et je milite pour des choses concrètes : l'allocation universelle, la création de temps citoyens dans le monde de l'entreprise, la formation d'une citoyenneté active et d'une participation compétente à la régulation démocratique de la part des citoyens ; je milite pour la rematérialisation de la gouvernance mondiale, pour essayer de faire descendre dans les parlements nationaux la voix du monde. »

Pour celle qui tient une chronique hebdomadaire sous forme de tribune libre dans le journal l'Humanité depuis 2003, c'est bien dans l'action participative et collective que se multiplient les prises de responsabilité : engagement auprès des femmes en situation de chômage, par sa participation depuis 2011 à un atelier mensuel de réinsertion sociale pour le fonds de donation Ereel ; engagement auprès du monde rural en difficulté par ses interventions à Ifocap, un institut de formation pour les agriculteurs ; recherches sur le continuum culturel entre Orient et Occident, comme l'illustre son essai Dialoguer avec l'Orient (2003) ; lancement d'un Manifeste pour une nouvelle école (2005) avec Jean-Luc Muracciole, pour soutenir l'éducation publique et sensibiliser au déficit éducatif dont la jeunesse est victime ;

fondation, en 2007, avec les philosophes Sylviane Agacinski et Barbara Cassin, du Réseau international des femmes philosophes parrainé par l'Unesco ; participation, en 2012, à la création du Collectif Roosevelt, porté alors par Michel Rocard, Stéphane Hessel et Edgar Morin, mouvement citoyen d'action et de formation politique qui compte aujourd'hui près de 120 000 citoyens et 20 groupes locaux actifs en France.

Refonder la liberté

Alors qu'elle est marraine d'Iccarre (protocole d'intermittence du traitement du sida) et membre de la cellule d'urgence médico-psychologique du Samu (Cump Necker), elle devient en 2013 le plus jeune membre du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), présidé par le professeur d'immunologie Jean-Claude Ameisen. Dans cet organisme consultatif, elle est corapporteuse d'un avis à paraître sur la génomique humaine. Frédéric Worms est le penseur de la vulnérabilité et du soin. Auteur de *Revivre. Epruver nos blessures et nos ressources*, il travaille avec elle : « Cynthia Fleury fait circuler autrement les questions du moment, avec une fermeté et une ouverture démocratiques, rares et nécessaires. Parmi ces questions vitales, il y a les liens entre médecine et philosophie. » En effet, au cœur de l'Hôtel-Dieu, à Paris, symbole historique de la charité et de l'hospitalité, Worms et Fleury viennent de créer ce mois-ci la première chaire de philosophie à l'hôpital, lieu d'entraide et d'échange ouvert aux patients et aux citoyens, aux médecins, au personnel soignant et aux familles, pour « réinventer la relation au soin, à la maladie, à la vie », explique-t-elle.

Chercheuse au CNRS, Cynthia Fleury y travaille dans le laboratoire « Conservation des espèces, restauration et suivi des populations », en relation avec le Muséum national d'histoire naturelle. Ses travaux sur la biologie, la biodiversité, la question des équilibres entre organismes, espèces et populations sont publiés, avec Anne-Caroline Prévot-Julliard, sous le titre *l'Exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, en attendant en 2016 le tome II sur la place de la nature dans l'éducation.

Pour aborder les questions écologiques et environnementales liées au changement climatique et pour préparer au mieux la convention des Nations unies COP21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre, notre philosophe a rejoint le think tank Laboratoire d'idées innovantes pour la transition écologique, lieu d'innovation et d'initiative de la

Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme. Lauréat 2014 des think tanks dans la catégorie « Développement durable, environnement et énergie », cette ONG, qui compte parmi ses membres le climatologue Jean Jouzel ou l'agronome Pierre-Henri Gouyon, a pour objectif de penser les risques aux niveaux et global pour une meilleure régulation.

Enfin, elle est la vice-présidente d'EuropaNova, qui rassemble autour de son fondateur Guillaume Klossa une nouvelle génération de leaders d'opinion européens, notamment à travers la création des Auditions citoyennes et des Etats généraux de l'Europe et par la tenue de grands débats sur la nouvelle gouvernance économique européenne. Cynthia Fleury et Guillaume Klossa ont publié avec d'autres un « Manifeste pour une Europe plus démocratique ». Pour Guillaume Klossa, auteur d' *Une jeunesse européenne*, « héritière des penseurs de la Renaissance comme Erasme, Cynthia Fleury se méfie des idéologies et secoue les idées par le dialogue et la conversation. Pour elle, le monde est gris, plein de nuances ».

Sur les voies de la subjectivation, dans ses livres, ses idées ou ses combats, Cynthia Fleury ouvre le chemin aux citoyens d'aujourd'hui pour expérimenter les dispositifs participatifs, sociaux, politiques et culturels, capables de soutenir le souci de soi et d'être soutenus par lui en retour. « Avant la mort, conclut celle qui a été faite chevalier de l'ordre national du Mérite en 2014, j'espère vivre ces nouvelles combinaisons de souveraineté démocratique de l'Etat-nation avec la gouvernance mondiale, ces formes de constituante plus participative, ces temps citoyens conçus et offerts dans les organisations privées et publiques pour refonder la liberté des Modernes. »



A Suivre...
La Presse en Revue